

MARCHE NATIONALE DES SANS-PAPIERS

**POUR LA RÉGULARISATION DE TOUS ET TOUTES
POUR UN LOGEMENT POUR TOUS ET TOUTES
POUR LA FERMETURE DES CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE (CRA)
" ON MARCHE VERS L'ÉLYSÉE ! "**

Le 19 septembre, une 50aine de marcheur·euse·s ont pris le départ de Marseille et de Montpellier pour dénoncer leur situation administrative: installé·es parfois depuis des années, avec un travail, une famille, toute une vie en France, l'administration refuse de régulariser leur présence et bloque leurs dossiers.

Leur objectif est de marcher jusqu'à Paris pour dénoncer cette oppression par l'administration. Et rencontrer Macron, à qui i-elles ont écrit une lettre ouverte.

Le 29 septembre i-elles ont été rejoint·e·s par plus de 20 marcheur·euse·s de Grenoble ; et à partir du 3 octobre par d'autres encore de Lyon, Strasbourg, Lille et Rennes.

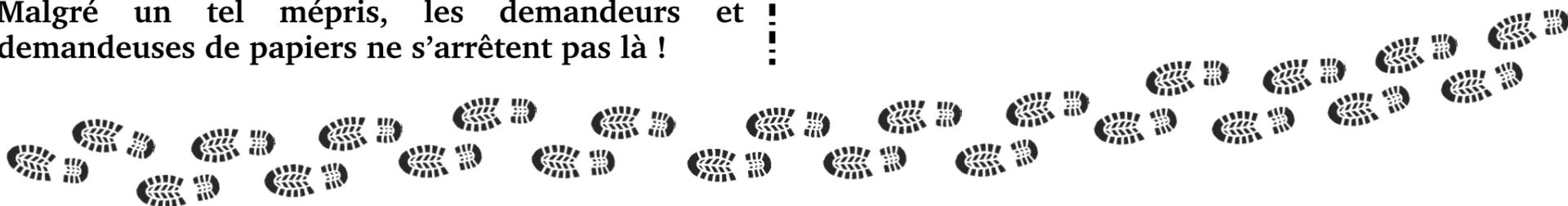
Au total, plus de 100 marcheur·euse·s ont convergé vers Paris le 17 octobre pour une immense manifestation qui a réuni plus de 60.000 personnes. Le parcours vers l'Élysée a été refusé par la préfecture de Paris et la lettre ouverte est restée lettre morte. Malgré un tel mépris, les demandeurs et demandeuses de papiers ne s'arrêtent pas là !

Cette marche nationale a été l'acte 3 d'une mobilisation nationale. L'appel à la marche et à la manifestation du 17 octobre a été signé par plus de 280 associations et organisations syndicales et politiques.

L'acte 1 s'est déroulé à la sortie du confinement pour dénoncer les conditions déplorables dans les foyers et les hébergements d'urgence où il est impossible de se protéger face au covid ; alors qu'i-elles ont été nombreuses à travailler dans des métiers à risques.

Sans réaction du pouvoir devant cette 1ere alerte sur leur situation, les demandeurs et demandeuses de papiers ont organisé l'acte 2 de leur lutte avec une nouvelle manif, le 20 juin, qui a encore réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, Marseille, Lyon, Grenoble, Lille, Rennes,

Montpellier, Strasbourg.... et dans de nombreuses autres villes.



EN ROUTE VERS L'ACTE 4 !

Le 18 décembre sera l'occasion de montrer que cette mobilisation a grossi et s'est renforcée par sa détermination et son organisation. Des collectifs de sans-papiers (CSP) ont été créés dans les différentes villes qui se sont mobilisées. Des réseaux d'allié·e·s se forment autour des organisations engagées dans les luttes contre le racisme, contre les violences policières, contre la précarité et le chômage, contre les violences sexistes, pour le logement, pour l'égalité des droits. Rendez-vous dans la rue le 18 décembre avec flambeaux et détermination !

**CONTRE LA PRÉCARITÉ
ADMINISTRATIVE !
CONTRE LES CRA !
POUR UN LOGEMENT DIGNE !**

Lire l'appel à l'acte 4 des sans-papiers et la lettre ouverte à Macron :
blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Novembre
2020

COMBATTONS LE RACISME ET L'ISLAMOPHOBIE !

Le gouvernement porte une lourde part de responsabilité dans le déchaînement de violence et de haine racistes... Les thèses des extrêmes droites sont ainsi banalisées et légitimées, et l'on n'est dès lors guère surpris que de plus en plus d'individus se sentent autorisés à injurier et menacer publiquement, voire à passer à l'acte. Les musulmans, particulièrement les musulmanes, sont de loin les premierEs viséEs, et les autorités, plutôt que de condamner ces agressions, préfèrent s'en prendre au CCIF dont le rôle est précisément de venir en aide aux victimes de l'islamophobie. ... Nous regrettons à ce titre l'atonie de certaines organisations de gauche [...] qui ne semblent mesurer la réalité de ces violences que lorsqu'elles sont elles-mêmes visées.

NPA : ujfp.org/spip.php?article8143&lang=fr



Le fait que le CCIF soit une des associations visées par la menace de dissolution met en exergue un autre objectif de la tentative d'instrumentalisation de notre émotion collective face à l'horreur sans nom. Cette association fut et reste un des acteurs essentiels des prises de consciences de l'existence d'un racisme islamophobe en France et des mobilisations pour le combattre. Faire taire, par la peur et la menace, tous ceux Barakacity, Ummah

charity, et bien d'autres qui ces dernières années ont utilisé leur liberté d'expression pour dénoncer le racisme islamophobe est à l'évidence un des objectifs de l'instrumentalisation du drame de Conflans. Le climat islamophobe est en effet bien utile, à chaque fois qu'émerge le besoin d'un « débat écran » pour détourner l'attention d'une colère sociale légitime issue des conséquences des choix politiques et économiques.

fuiqp.org/crime-odieux-et-instrumentali.../



Si en 2015 la chasse aux soi-disant « islamistes radicaux » a été un fiasco et l'occasion d'atteinte aux droits de l'Homme dénoncée par toutes les organisations nationales et internationales antiracistes, la pêche aux enfants suspects d'intelligence avec l'ennemi ou de soutien au terrorisme l'est encore davantage. [...] La suspicion qui repose sur les musulmans et musulmanes ou assimilés comme tels, en France ne vise plus uniquement les adultes mais aussi les enfants. L'école n'est plus seulement invitée à jouer son rôle d'éducation et parfois d'assimilation plus ou moins bienveillante, elle doit désormais participer au côté des institutions policière et judiciaire à exclure et broyer les enfants désignés comme « ennemis de l'intérieur », séparatistes, tout comme leurs parents.

fuiqp.org/nos-enfants-sont-et-restent-d.../

Ce journal est réalisé à Grenoble pour diffuser des infos, actualités et analyses sur les frontières européennes : une guerre, avec son armée (Frontex), ses logiques impérialistes et ses relais médiatiques. Ces frontières sont partout à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour tout·e·s et s'inscrit dans les luttes contre le racisme et le colonialisme